

# Impressum

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1367

PDF erstellt am: **15.05.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

# Vers un rééquilibrage... politique

**Après le vote vaudois de dimanche dernier, les politiques sont renvoyés à leurs responsabilités et vont devoir assumer leur mandat.**

**A** GAUCHE COMME À DROITE, rares étaient les personnes qui osèrent parier leur chemise sur les résultats de la votation vaudoise de ce week-end. Car si Charles Favre a montré une détermination proche de l'entêtement, les radicaux ont fait preuve d'un silence assourdissant qui cachait mal leurs doutes sur le mécanisme proposé par le Conseil d'État, et particulièrement sur l'objectif du déficit zéro en 2001. Les radicaux ont manqué de conviction; ce sont leurs hésitations plus qu'une mobilisation massive de l'électorat de gauche et des fonctionnaires qui ont permis de rejeter la proposition du Conseil d'État. Le centre-droite doit aujourd'hui s'interroger sur les raisons de cet échec. Le ticket radical au Conseil d'État était déséquilibré: la rigidité de Charles Favre tranchait avec la position de retrait de Jacqueline Maurer; le groupe parlementaire semblait impuissant à modérer les objectifs financiers de son conseiller d'État et les ambitions de la droite libérale.

## Projet technocratique

Les Vaudois ont rejeté un projet technocratique, une mécanique qui sortait de la boîte à outils de l'ancien chef de service des Finances plutôt que du collègue gouvernemental. Les Vaudois n'ont, de plus, pas été insensibles aux conséquences d'une série de mesures maladroites à haute portée symbolique telles que la non-ouverture de quatorze classes à la rentrée scolaire ou la réduction des subsides à l'assurance maladie. Enfin la grève des fonctionnaires pendant l'automne a montré des salariés en particulier les infirmières, frappés durement par sept ans d'économies.

Sur le front de l'opposition, les socialistes et les Verts sortent renforcés du bras de fer. Les premiers ont réussi un parcours sans faute: une rupture de collégialité de Francine Jeanprêtre sur le budget 1999 ainsi que sur le mécanisme de frein à l'endettement, un groupe de députés, relayé par le parti, refusant de cautionner une Table ronde par anticipation, des syndic socialistes qui font la preuve par l'acte qu'une gestion publique à la fois rigoureuse et socialement généreuse est possible. Quant aux Verts, la figure présidentielle de Philippe Biéler leur offre

une visibilité politique incontournable. Les députés Daniel Brélaz et Luc Recordon ont joué un rôle essentiel dans la campagne. Enfin ils récoltent une victoire supplémentaire puisqu'ils plaident pour le référendum financier obligatoire.

Résultat des courses, la droite est sans doute soulagée et la gauche responsabilisée. Le refus par le peuple du mécanisme de frein à l'endettement sonne le glas d'un gouvernement à l'arrogance et au comportement monocouleur, galvanisé par la victoire de mars dernier. Il laisse place à des solutions qui auraient dû être envisagées dès le départ. La Table ronde en est une. Elle réunira partenaires sociaux et partis politiques qui renégocieront le rythme et la cible d'économies. Le parti socialiste et les Verts ont constamment affirmé dans la campagne qu'ils visaient, à terme, le petit équilibre. Ils seront donc au pied du mur. Redéfinir les tâches entre canton et communes, réduire les doublons administratifs, repenser le canton à l'échelle régionale; bref l'amélioration et la simplification de l'organisation de l'État pourraient être une démarche en amont permettant de faire une série d'économies évitant de toucher, aveuglément, aux prestations. gs

### IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (*jpb*)

François Brutsch (*fb*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*gj*)

Yvette Jaggi (*yj*)

Roger Nordmann (*rn*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Albert Tille (*at*)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: [domaine.public@span.ch](mailto:domaine.public@span.ch)

CCP: 10-15527-9